

ENGLISH PAGES : 7,11

Kreyòl : Paj 6

HAITI OBSERVATEUR

*Lè manke gid, pèp la gaye !*

VOL. L, No. 10 New York : Tel : (718) 812-2820; • Montréal (514) 321-6434; • Port-au-Prince : (011 509) 223-0785 • Paris (33-1) 43-63-28-10

18 - 25 mars 2020

DÉLÉGATION DU DÉPARTEMENT D'ÉTAT EN HAÏTI Message à Jovenel Moïse : Out le 7 février 2021

Un gouvernement illégitime ne peut organiser des élections

Faut-il demander si c'est Joseph Joute qui a apporté la mauvaise chance à Jovelle Moïse ou bien si c'est plutôt ce dernier qui le piège. Depuis l'entrée du dernier Premier ministre de facto à la primature, les nouvelles en provenance de la communauté internationale n'apportent rien de bon pour Nèg Bannann nan.

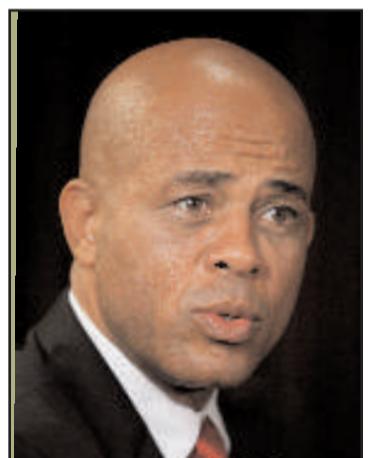
Une délégation venue de

Washington, la semaine dernière, a été on ne peut plus catégorique avec Jovenel Moïse. Il semble que les émissaires aient reçu l'ordre de répéter tous les arguments que véhiculent l'opposition politique, alors qu'il semble que d'autres faits déplaisants n'aient pas été explicités. Au point que certaines sources diplomatiques vont jusqu'à dire que Jovenel

Moïse peut même ne pas voir la date butoir indiquée. En effet, l'un des messages a été transmis au chef d'Etat haïtien en ces termes. Arrive le 7 février 2021, élections ou pas, le mandat qui vous autorise à rester au Palais nationale prend fin. Il s'est entendu dire aussi que c'est l'entente qui a été conclue, sous la présidence de Jocelerme

SOUS INVESTIGATION FÉDÉRALE EN HAÏTI

Michel et Sophia Martelly, la UNIBANK



Michel Martelly, plus proche de la prison que jamais.



Sophia Martelly fait-elle le "marronage".

Les rumeurs d'une enquête fédérale américaine sur l'ex-couple présidentiel Michel et Sophia Martelly font longtemps les frais des rumeurs. Celles-ci se sont confirmées, cette semaine, avec cette différence que la UNIBANK, l'institution financière haïtienne qui a financé la construction de leur château, sur la Côte des Arcadins, est également concernée. On se demande s'il y a lieu de dire que la justice a finalement ratrépâlé l'ancien président et la première dame d'Haïti.

En effet, une équipe composée d'agents du Federal

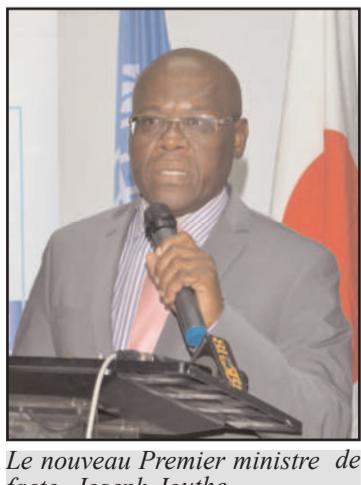
Suite en page 4

LA RELANCE DE L'ÉCONOMIE, UNE DES TROIS PRIORITÉS DU NOUVEAU PM DE FACTO

Joseph Jouthe saura-t-il trouver les moyens de sa politique ?



Jovenel Moïse, condamné à se noyer avec Joseph Jouthe.



Le nouveau Premier ministre de facto Joseph Jouthe.

Par Léo Joseph

Dans son discours de prestation de serment, Joseph Jouthe, le nouveau Premier ministre de facto, a mis en avant ses priorités : « (...) le rétablissement du climat sécuritaire, la réduction des inégalités sociales et la relance de l'économie ». Dans la mesure où ses prédécesseurs, installés à la primature dans les mêmes circonstances que lui, n'ont pas su tirer le pays de l'imbroglio socio-politique, rien n'autorise à croire qu'il va réussir là où Jacques Guy Lafontant, Jean-Henry

Suite en page 3

Fondé à New York,
cet hebdomadaire est édité
par la société
Haïti-Observateur Group, Inc.
www.haiti-observateur.ca
Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235
Tél. (718) 812-2820
haiti_observateur@yahoo.com
New York: \$1,00
Partout ailleurs : 1,50 \$
Haïti: 20 gourdes
Tél. (718) 812-2820



En visite à Taïpeï, Taïwan, en 2019, Jovenel Moïse est accueilli par la présidente de la République de Chine.

Privert; et vous l'aviez acceptée.

Autre chose, le projet annoncé

par Jovenel Moïse exprimant sa volonté d'organiser des élections

Suite en page 14

HAPPENINGS!

The arrest of a Senator corroborates the State Department Human Rights Report on Haiti



Senator Kedlair Augustin.

The arrest of Senator Kedlair Augustin on Thursday, March 12, coincided with the release a day earlier of the State Department 2019 Country Reports on Human Rights Practices in Haiti and corroborates some aspects of the damning report.

Around 2:30 and 3:00 pm, on

March 12, the police arrested the senator in Delmas, the northeastern suburb adjoining Port-au-Prince. Senator Augustin was at the wheel of a vehicle sought by police for two weeks for allegedly being used in some kidnap-

Continued on page 7



**"MWEN TE
RENOUVLE
IDNYC MWEN AN
POU LOUVRI YON
KONT LABANK."**

Histoire
Model Kali

Ibisye kat IDNYC ou en pou jwenn akè n'an sèvis finansye yo. Kat la gratis epi konfidansyèl, se kat l'identite VII Nouyòk la, san konsidere sitiyasyon imigrasyon w. Renouvle oswa mande youn nan nyc.gov/idnyc oswa nomb 311 epi di IDNYC.

ID NYC

PATRIOTIME

DU NOUVEAU HORLOGES **LE PRESTIGE HAITIEN DANS LA MARQUE DU TEMPS** **DU NOUVEAU MONTRES**

\$35.00 (13 INCHES) Visitez notre website: www.patriotime.com **\$25.00 (10 INCHES)**

AVEC UNE BATERIE AA QUI DURE 2 ANS

D'AUTRES COULEURS SONT DISPONIBLES

PASSEZ NOUS VOIR
OU ENVOYEZ VOTRE CHEQUE
OU MONEY ORDER A:
PATRIOTIME
190-21B JAMAICA AVENUE
HOLLIS, NY 11423

FREE SHIPPING BETWEEN USA!!!

NOUS VENDONS EN GROS ET EN DETAIL

MONTRES
A HOMMES \$45.00
A FEMMES \$40.00

TELEPHONE MOBILE:
(516) 859-4106

LA RELANCE DE L'ÉCONOMIE, UNE DES TROIS PRIORITÉS DU NOUVEAU PM DE FACTO Joseph Jouthe saura-t-il trouver les moyens de sa politique ?

Suite de la page 1

Céant et Jean-Michel Lapin ont lamentablement échoué. D'ores et déjà, l'ex-gouverneur de la Banque centrale, l'économiste Fritz Jean, déclare l'impossibilité pour M. Jouthe de relever un des défis qu'il s'est donnés : la relance de l'économie.

En effet, lors d'une intervention à Radio Zénith, M. Jean a émis l'opinion selon laquelle la reprise de l'économie ne serait possible en dehors de facteurs clés, notamment, « une mobilisation fiscale efficiente » et un renforcement du contrôle des activités à la Douane par où s'évaporent entre USD 500 et 600 millions \$ annuellement; en sus d'une « réduction du déficit budgétaire »; et l'application d'un « frein à la corruption ».

Fritz Jean a évoqué aussi la taille du gouvernement comme étant un autre obstacle à la relance de l'économie. On se souvient que le Premier ministre Céant avait, dans le cadre de sa prestation, incité des réformes pour réduire le train de vie des hauts fonctionnaires de l'État. Mais celles-ci ont été abandonnées une fois qu'il a été écarté par la Chambre des députés. Et son successeur les a oubliées comme sa première casaque. L'ancien gouverneur de la Banque nationale de la République d'Haïti pense que le gouvernement « pléthore » de Joseph Jouthe, avec plus de vingt ministres et secrétaires d'État, est loin d'être un modèle de rationalisation de l'économie. Connaissant bien la manière dont fonctionne le régime *tèt kale*, l'économiste Fritz Jean ne cache pas sa crainte de voir l'équipe au pouvoir faire marcher la planche à billets pour financer le gigantesque déficit que Jovenel Moïse a creusé, principalement en raison de la communauté internationale tenant indéfiniment la dragée haute à son gouvernement. Il y a de bonnes raisons de parier que ce dé-

ficit, que traîne le régime PHTK, depuis l'entrée en fonction de Jovenel Moïse, ne sera pas épargné avec Jouthe, car la volonté, encore moins la compétence, ne sont pas au rendez-vous.

Sans oublier de signaler que les méfaits multidimensionnels dont se rendent coupables le chef de l'Etat et ses proches collaborateurs ne garantissent guère un changement d'attitude des pays amis d'Haïti et des institutions de la haute finance internationale à l'égard de ce gouvernement haïtien.



Jean-Henry Céant, échec numéro 2.

Mais qu'en est-il de la guerre contre l'insécurité ?

Si les compétences et les dispositions du nouveau gouvernement dirigé par Joseph Jouthe ne sont pas à la hauteur des objectifs que s'est fixé ce dernier, pour les raisons déjà évoquées, la guerre contre l'insécurité, le premier volet du programme du nouveau Premier ministre de facto, est tout aussi bien irréalisable. Car Jovenel Moïse et ses principaux alliés au sein du régime *tèt kale* sont bel et bien parties prenantes de l'insécurité. Une vraie guerre contre l'insécurité devant nécessairement passer par une offensive en règle contre les acteurs eux-mêmes, ce sont les partenaires

politiques et en affaire de *Nèg Bannann nan* qui devraient être visés.

Quand on sait que des sénateurs proches du président haïtien sont impliqués dans des trafics illégitimes, comme Rony Célestin, Hervé Fourcand (dont les noms sont liés au commerce de drogue), ou Kedler Augustin, accusé de participer au crime d'enlèvement contre rançon, on connaît déjà quel résultat attendre de la posture de Jouthe face à l'insécurité. Signalons que le sénateur Augustin a été arrêté dans son véhicule par une patrouille policière qui recherchait une voiture dont les descriptions sont identiques aux siennes ayant participé à neuf kidnappings. L'arrestation de M. Augustin porte à deux, avec Gracia Delva, le nombre de

lions \$ du fonds PetroCaribe.

Après avoir fait ses déclarations d'entrée en fonction promettant une action musclée, en vue de mettre les bandits et criminels hors d'état de nuire, on peut



Jean-Michel Lapin, échec numéro 3.

parler que les actions de Joseph Jouthe seront, tout au moins, limitées dans ce domaine. A titre de référence, quelle attitude projette Jovenel Moïse après avoir pris l'engagement solennel, devant les Nations Unies, à New York, de mener la lutte contre la corruption ?

Face à l'opposition de la communauté internationale

L'échec essuyé par Jean-Henry Céant ou Jean-Michel Lapin ne représente rien, à côté de celui qui attend Joseph Jouthe, se trouvant confronté à l'opposition musclée de la communauté internationale. Nonobstant les déclarations de soutien et/ou de coopération émises par l'ambassade américaine (Michèle Sison), le gouvernement Jouthe ne trouvera pas les moyens dont il aura besoin pour traverser le cap difficile qui l'attend.

En effet, le principal obstacle auquel se trouve confronté le tandem Moïse/Jouthe, les ressources financières, jusqu'ici indisponi-

bles, ne seront toujours pas au rendez-vous. Si le notaire Céant ou Lapin n'ont pas réussi à obtenir du financement auprès des pays amis et des bailleurs de fonds traditionnels, ce n'est pas Joseph Jouthe qui changera la donne. D'autant plus que les principaux partenaires internationaux d'Haïti ont annoncé leur désapprobation du dernier gouvernement formé unilatéralement par Jovenel Moïse.

Les événements qui ont surgi depuis l'investiture de M. Jouthe ne laissent aucun doute à ce sujet. En tout cas, pour ceux qui regardent la réalité en face. Dans les présentes conditions, l'homme à qui Jovenel Moïse a fait appel pour piloter le gouvernement n'est pas en odeur de sainteté au regard des États considérés comme partenaires d'Haïti. Quand l'ambassadeur de France en Haïti, José Gomez, déclare que son gouvernement ne reconnaît pas l'administration Jouthe, il n'émet pas uniquement la position de son pays. Car, selon des sources fiables et concordantes, les alliés étrangers d'Haïti font chorus autour de l'idée de création d'un gouvernement issu de négociations et de consultations avec les divers secteurs politiques du pays. Les lieutenants de Moïse s'acharnent à répéter que le choix de Joseph Jouthe résulte des négociations menées avec les partis d'opposition. Mais les diplomates étrangers basés en Haïti repoussent d'un revers de main cette assertion, déclarant qu'en faisant de ce dernier son Premier ministre, Moïse a passé outre aux recommandations de la communauté internationale. Aussi les représentants des pays étrangers semblent-ils dire à Jovenel Moïse : « You're on your own » (« Vous êtes tout seul »).

On n'a pas l'impression que Joseph Jouthe va faire long feu à la primature. Reste à savoir si Jovenel Moïse aura la chance de nommer son successeur.

L.J.

HAITI OBSERVATEUR

WWW.HAITI-OBSERVATEUR.CA

SOUS INVESTIGATION FÉDÉRALE EN HAÏTI Michel et Sophia Martelly, la UNIBANK

Suite de la page 1

Bureau of Investigation (FBI), de procureurs fédéraux ainsi que d'agents d'autres institutions fédérales ont débarqué à Port-au-Prince, le week-end écoulé avec pour mission de mener une enquête sur les conditions dans lesquelles a été réalisée l'acquisition de la maison qui passe pour être la plus coûteuse et la plus gigantesque en Haïti. Dans les milieux proches des enquêteurs fédéraux, on laisse croire que les agents envoyés dans cette mission mènent l'enquête dans l'hypothèse que cette maison, dont le coût est généralement fixé à USD 9 millions, aurait été financé par la banque généralement reconnue pour être la plus riche en Haïti. Voilà pourquoi, apprend-on, l'enquête ouverte sur les Martelly inclut aussi la UNIBANK.

Dans le cadre de cette investigation, les agents devaient rencontrer l'ancien couple présidentiel dans la maison qui fait l'objet de l'enquête. Cette décision a été prise afin de recueillir des informations pertinentes sur la propriété. Car, pour les besoins de l'instruction du dossier, les agents avaient été chargés de réunir toute une série de données, notamment les caractéristiques physiques, intérieures et extérieures, de l'immeuble qui doivent être décrites avec un luxe de détails. En sus de relever le mobi-

lier, tout en ayant soin de les décrire et d'en évaluer le coût également.

Les agents fédéraux, dont certains sont des photographes, ont également pour mission de visiter et de photographier la vaste propriété qui baigne aussi la mer.

Il faut noter que l'ex-président était entré en pourparlers avec la chaîne d'hôtel Hilton, parce qu'il se proposait de donner cette maison en bail pour la convertir en pension de famille de luxe. Les gens bien informés prétendent que, mis au courant de l'enquête fédérale en cours, les responsables de l'institution hôtelière se sont tout bonnement éloignés de l'affaire.

Rendez-vous avec le couple aux Côtes des Arcadins

Les agents devaient rencontrer Michel et Sophia Martelly, jeudi dernier (12 mars), à Port-au-Prince. Cela signifiait que Sophia Saint-Rémy, qui se trouvait en Californie, devait faire le voyage jusqu'en Haïti pour être présente au rendez-vous avec son mari. Aussi a-t-elle pris un vol très tôt, jeudi matin, qui pouvait lui permettre d'arriver à temps, à la capitale haïtienne. Elle a réussi à atteindre sa destination aux environs de 8 heures du matin.

Le chef de la délégation a téléphoné à Sophia Martelly, afin

de confirmer le lieu et l'heure de la rencontre. Mais Sophia Martelly a indiqué qu'elle ne peut pas se rendre sur la Côte des Arcadins. Retournée au pays avec une toux et une touche de fièvre, dit-elle, il ne serait pas indiqué de faire le déplacement. Bien qu'elle n'ait pas affirmé être infectée du Coronavirus, elle laissait à ses interlocuteurs le soin de tirer cette conclusion.

Sur ces entrefaites, elle fit comprendre aux visiteurs qu'il serait plus indiqué qu'ils viennent en sa seconde résidence à Peggy-Ville. Elle a eu comme réponse qu'il serait trop risqué de venir chez elle, alors qu'elle serait potentiellement infectée. De toute façon, a ajouté l'agent en chef, il est question de vous rencontrer en votre résidence à Côte des Arcadins et non à Peggy-Ville. Toutefois, l'agent en chef a fait savoir qu'il est possible de mener « une interview » à une adresse de son choix.

Une manière de donner le change aux agents du FBI ?

Bien que les agents du FBI n'aient pas fait de remontrances à Sophia Martelly, ils restent avec l'impression qu'elle a agi de cette manière afin de leur donner le change. Pour eux, les Martelly ne veulent pas qu'ils viennent en leur résidence sur la Côte des Arcadins. Histoire de faire traîner l'enquête en longueur. À l'heure du Coronavirus, toute référence à la grippe ou à la fièvre donne à réfléchir ou bien incite à ajourner un rendez-vous super-important. Ceux qui connaissent bien la manière dont fonctionne le FBI font savoir que l'interrogation du couple en présence l'un de l'autre permet de relever les contradictions suscitées par les questions qui ne sont pas connues à l'a-

vance.

D'une manière générale, les agents abordent l'interrogatoire avec une série d'autres questions qui n'ont rien à voir avec le sujet évoqué. Par exemple, une interview donne l'opportunité d'instruire d'autres sujets qui permettent de trouver des pistes sur l'origine des millions que Mickey a ramassés alors qu'il était président.

Les agents du FBI n'ignorent pas que l'ancien président haïtien était impliqué jusqu'au cou dans le trafic de drogues. Un tel face-à-face permet de confondre les personnes faisant l'objet de l'interrogation. Surtout quand elles ignorent quelles informations détiennent les enquêteurs par rapport aux faits qui lui sont attribués.

Quelles informations a données la UNIBANK ?

On apprend, de sources proches de deux agents du FBI impliqués dans le dossier que la UNIBANK n'a pu fournir d'informations utiles relatives aux USD 9 millions \$. On laisse croire que

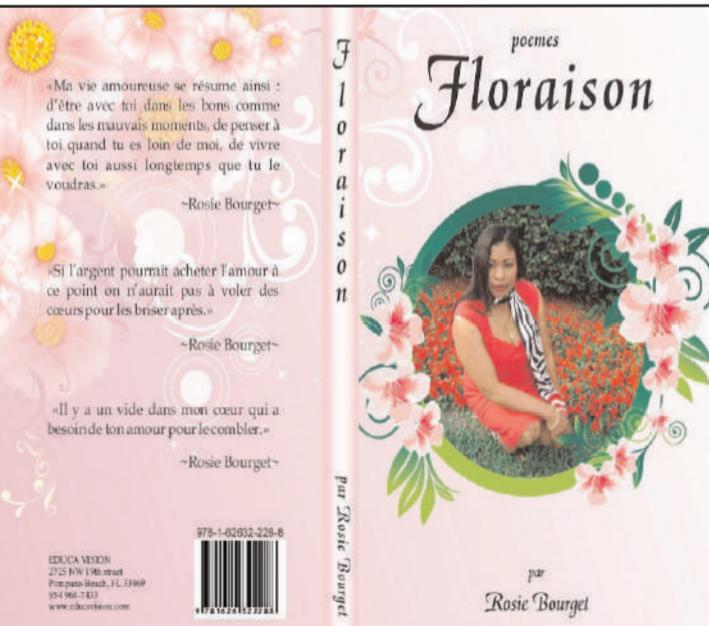
cette banque n'aurait pas été en mesure d'indiquer l'origine de ces fonds. Pourtant ces mêmes sources font croire que les agents fédéraux auraient pu établir que cette institution bancaire détient plus de ressources que la Banque nationale de la République d'Haïti ou la Banque des banques.

D'autre part, on rapporte, dans des milieux bancaires proches du FBI, que les autorités fédérales ont été alertées par la rumeur faisant croire que la UNIBANK avait investi USD 9 millions \$ dans le financement de cette mega villa de Michel Martelly sur la Côte des Arcadins. Alors que, explique-t-on en outre, également aucune banque privée haïtienne n'a cette somme d'argent en réserve.

On se rappelle que la Loi fédérale sur les dépôts bancaires exige que l'institutions qui reçoit la somme à déposer détermine son origine. Cette loi a été créée pour protéger les banques contre les personnes qui cherchent à blanchir l'argent sale en déposant subtilement les avoirs qu'elles ont réalisés dans des transactions illégales.

PROPRI T VENDRE PORT-AU-PRINCE

Complexe d'appartements situé à Delmas 31 (entre rues Clermont et Laforêt). Prix abordable. Toute personne intéressée est priée d'appeler : **509 3-170.3575**, à partir de 6 heures p.m.
Pour plus d'informations, appelez Bluette Coq au **509.3170.3575**.



HAITI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : haiti-observateur.ca

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.

TASTE THE ISLAND

Haitian Bakery & Restaurant

460 Peninsula Blvd.

Hempstead, New York 11550

516-489-5925

CLOSED ON MONDAYS

Tues-Wed-Thurs 10:00 am-9:00 pm

Friday 10:00 am - 10:00 pm

Saturday 10:00 am - 10:00 pm

Sunday 10:00 am - 5:00 pm

St. Joseph's Church in Carcasse, Haiti was completely destroyed by Hurricane Matthew in 2016

Please Help Rebuild

NEW CHURCH RENDERING

ST. JOSEPH'S CATHOLIC CHURCH
CARCASSE, HAITI



Online Donations can be made at:

www.gofundme.com/carcasse-haiti-church-rebuild-fund

Checks payable to:

St. Mary's Church — PO Box 67 Barnesville, MD 20838

Write "Haiti" on the memo line

NOTE DE PRESSE

LA PREMIÈRE ENCYCLOPÉDIE D'HAÏTI PREMIÈRE ENCYCLOPÉDIE D'HAÏTI

Vient de sortir des presses des « Editions Aupel » (Canada), le TROISIÈME TOME de l'œuvre colossale préparée par l'ancienne Présidente de la République d'Haïti, 1ère femme Juge et magistrat à la Cour Suprême, maître Ertha Pascal Trouillot : « « L'ENCYCLOPÉDIE BIOGRAPHIQUE D'HAÏTI » ».

Une mine de renseignements précieux, cet ouvrage unique, à rigueur scientifique, fruit de plus de cinquante années d'écriture et de recherches ininterrompues, plus de deux siècles d'anthologie humaine, d'illustres personnages, se révèle une réalisation titanique, issue d'une ardeur presque sacerdotale et



Ertha Pascal Trouillot, avocate.

d'une ténacité sans faille pour illustrer le passé historique d'Haïti à travers ses acteurs, témoins ou assistants qui ont forgé l'idéal de ce coin de terre. Ceuvre patiemment élaborée pour être livrée dans sa forme achevée :

Présentation parfaite — Haut de gamme Reluire soignée .. Incrustations or .. Signet en tissu et tranchefile .. Tranches de tête, de pied et de gouttière dorées. Plus une édition de luxe.

« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti », vrai travail de bénédictin, collige les personnalités d'Haïti ou d'ailleurs dont les travaux ou les prouesses ont influencé le devenir de la société haïtienne.

« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti » est le tribut des nuits de veille attardée, de quêtes incessantes, de fouilles dans les bibliothèques privées et publiques, dans les archives nationales ou de famille ; de renseignements ou témoignages, de consultations, de traitement des données ; d'inscriptions gravées sur les stèles des monuments publics et lieux de repos ; d'interrogatoires incessantes et vérifiables posées aux descendants ; de références photographiques puisées à même les trésors ancestraux ; de visite des grandes capitales du monde en quête d'informations éparses et inédites, ect.

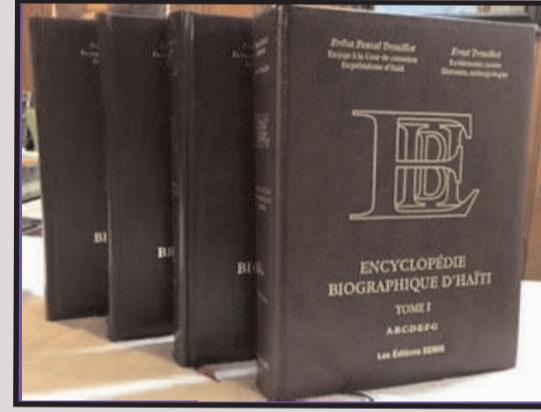
« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti » se veut le recueil des gloires, des peines et misères enregistrées dans le tissu social, et illustrées par des personnages hors du commun.

« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti » n'est pas un ouvrage politique. Com-

me le soutient le préfacier du 3ème tome : « Ce n'est pas un annuaire, ni un livre d'histoire événementielle. Ce n'est pas un panégyrique ni un Who is Who. N'y cherchez aucune malice, car il n'y en a pas ».

L'ouvrage est sans prétention littéraire. Il renseigne, informe, rappelle, instruit, réhabilite, honore et vise un futur historique amélioré et positif. Comme toute œuvre humaine, il appelle à s'améliorer, à s'agrandir dans la continuité, par de nouvelles silhouettes, de nouvelles figures emblématiques, de nouveaux entrants tirés dans la vaste galerie nationale.

Que ceux qui brûlent du désir de renaître avec le peuple d'Haïti et son épope viennent s'abreuer à la source féconde des pages glorieuses de son histoire toutes scellées du souffle épique et apprécier en hommage posthume à Ernst et en admiration reconnaissante à Ertha qui, seule, durant des décennies, a parachevé les quatre (4) volumes livrés aujourd'hui à la délectation des lecteurs.



Ertha Encyclopedie Book Picture

FAITES VOTRE COMMANDE, TOMES 1 ; 2 ; 3 ; 4 ; OFFREZ EN CADEAUX POUR : ANNIVERSAIRE, FIANÇAILLES, MARIAGE, NOUVEL AN, GRADUATION, SOUVENIR DE FAMILLE, BIBLIOTHÈQUE PRIVÉE, UNIVERSITAIRE, CONCOURS DE TOUT GENRE, PRIME D'EXCELLENCE, PRÉSENT À UN VIP, COLLECTIONNEUR, CADEAU PRÉSIDENTIEL, DIPLOMATIQUE OU CONSULAIRE. En toutes occasions, OFFREZ OU PROCUREZ-VOUS UN CADEAU DE CLASSE, UN CADEAU ROYAL, appeler : « ENCYCLOPÉDIE BIOGRAPHIQUE D'Haïti ». Le tome 4, déjà sous presses, sera bientôt disponible.

Voici les voies et moyens :

PHONE : 347 – 697 – 9457

Adresses : a) E – MAIL :

Ertha@erthavision.com

b) Mme Ertha Pascal Trouillot

GLEN OAKS, N Y 11004 - 0309

BESOIN D'UNE AMBULANCE POUR SAUVER DES VIES

La clinique JACQUES VIAU du batey de Consuelito, en République dominicaine, inaugurée le 6 mai 2016, commence à fonctionner, avec un équipement trop modeste pour garantir un accueil adéquat de la communauté de façon pérenne.

Il y manque encore un outil important et indispensable pour le transport des malades dont l'état de santé nécessiterait des soins appropriés et urgents. Il est donc d'une extrême importance que la clinique puisse disposer, dans les meilleurs délais, d'une AMBULANCE EQUIPÉE et digne de ce nom. Or, les fonds manquent pour l'acquisition immédiate d'un tel équipement qui permettrait de garantir le fonctionnement, de jour comme de nuit et 7 jours sur 7, du service des urgences de l'établissement.



Actuellement, cette clinique ne dispose que d'une armoire à pharmacie, de quelques sièges, d'une table de consultation et d'un dortoir destiné au personnel médical.

La clinique dessert non seulement la communauté du batey de Consuelito, qui compte une population de 24 000 habitants, mais elle est aussi destinée à l'accueil des malades de plus d'une douzaine de bateys avoisinants, dans un rayon de quinze kilomètres. Il s'avère donc indispensable que le service des urgences de la clinique puisse disposer d'une ambulance équipée pouvant assurer, de façon permanente et en toute sécurité, le transport des patients dont l'état de santé nécessite une prise en charge pour un transport urgent et dans des conditions satisfaisantes.

Dès l'ouverture de la clinique, le personnel médical assure plus d'une trentaine de consultations par jour au profit des seuls habitants du batey de Consuelito, qui sont en mesure de se présenter à l'accueil par leurs propres moyens. Il va sans dire que ceux qui ne peuvent se déplacer restent cloués chez eux, au lit et privés de soins médicaux dont ils auraient besoin de toute urgence.

C'est pour toutes ces raisons que l'ASSOCIATION HISPANIOLA DEBOUT, seule initiatrice de la construction de la clinique « JACQUES VIAU » dans le batey de Consuelito, en République dominicaine, lance un appel pressant aux généreux donateurs potentiels, aux fins de recueillir les fonds nécessaires pour l'acquisition d'une ambulance équipée, outil indispensable pour le fonctionnement adéquat du service des urgences de cet établissement médical.

Je rappelle que l'ASSOCIATION HISPANIOLA DEBOUT est reconnue d'intérêt général par les autorités françaises et bénéficie du statut d'entreprise humanitaire d'utilité publique.

Par conséquent, les donateurs bénéficieront automatiquement, pour leur don, d'une exonération fiscale à hauteur de 60 %, s'il s'agit d'une société, et de 66 % s'agissant de la donation d'un particulier.

Les dons peuvent être adressés à : l'ASSOCIATION HISPANIOLA DEBOUT

Kreyòl

GRENN PWONMENNEN

Se nan tèt pwason kòmanse pouri

« C'est par la tête que pourrit le poisson ! » Se sa pwoverb frانse a di. San zatann, nou kòmanse gen plis limyè sou jan bagay yo ap dewoule ann Ayiti, sitou sou kesyon vagabonday ka p fèt nan peyi a. Mounn ki te kwè sa chèf pati PHTK a te di a se jwèt pral oblige detwonpe tèt yo. Wi, li se youn « Bandi legal » e se sou li tout lòt bandi yo kopye pou fe



Senate Kedlè Ogisten.

nepot vye zak. Lalwa pa egziste pou yo. Tèt pwason an gate ! San dout, nou gen tan pran nouvèl la. Youn senate PHTK lapolis arete nan youn machin yo t ap suiv depi 2 semèn. Paske se menm klas machin sa a yo te sispek nan plizyè ka kidnapin. Se youn machin gri, mak Prado, ki pa gen plak men ki gen gwo limyè anlè machin nan, menm jan ak machin polis yo, osnon sa nou konn wè sou tèt anbilans yo. Kivedi se machin ki gen priyore lè yo pran nan trafik. Yo annik pase limyè yo ak sirèn pou yo pase tout boulin. Machin espesyal pou fè kidnapin, nèspa ?

Enben, jou jedi 12 mas la, demen ap fè 8 jou, lapolis te arete senatè Kedlè Ogisten (Kedlaire Augustin) ant 2 e 3 zè nan laprè-midi, nan zòn Puis Blain, anwo Dèlma, nan vwati sa a yo t ap chache a. Yo wonfle msye anba kou, yo fese l atè, yo mare l ak kòd tankou yo konn fè pou volè bannann lè yo kenbe yo. Le landmen, nan deklarasyon pa l, senatè a dì li te fè polisye yo konnen ke se senatè li ye. Se senatè Kedlè Ogisten ! Yo kontinye maltrete l, paske yo pa ta ka kwè ke se youn senatè ki ak gwo bòt nan pye l, chemiz lage deyo pantalon l jan vagabon yo mache nan lari a. Polisye yo mare msye kou krab epi yo mennen l

AVIS MATRIMONIAL

La soussignée, Trina Carmel WAGNAC, épouse de Jean Réginald LEGROS, déclare qu'à partir de cette date, 5 novembre 2019, je ne suis plus responsable des actes et actions de mon époux, Jean Réginald LEGROS, en attendant qu'une action en divorce soit intentée contre lui, suite à de graves menaces proférées à mon encontre.

Fait à Miami, Floride, E.U.A., ce 5 novembre 2019.

mèsi. Men kominike a : « Le bureau du sénat de la république condamne avec la dernière rigueur ce comportement inqualifiable d'une patrouille policière oubliouse de sa mission de protéger et servir, et prenant un plaisir malsain à terroriser et molester les honnêtes citoyens, surtout un membre du pouvoir législatif couvert par l'inviolabilité de l'article 114 de la constitution haïtienne.

« Il demande à l'inspection générale de la police nationale d'Haïti (IGPNH) et au conseil supérieur de la police nationale d'Haïti (CSPN) de diligenter une enquête pour identifier ces policiers encagoulés auteurs de telles dérives susceptibles de ternir la réputation du corps tout entier et de créer une psychose de peur envers les chevaliers de l'ordre public ».

Pou fini, Biwo Sena a di piblikman la p prezante senpati pou senatè Kedlè Ogisten. An plis de sa, prezidan Sena a mande pou gen youn renyon prese prese ak tout senatè yo pou yo pran youn pozisyon ansanm ansanm sou zak sa a, epi tou desizyon pou yo pran pou gen reparasyon ak redresman ki nesesè. Kidonk, senatè yo konprann kòmandman Polis la pral oblige pini polisye yo ki te arete e bat senatè a, san dout pou yo prezante l eskiz e menm dedomaje l, petet youn milyon dola pou senatè-kidnapè a. Senatè yo ka menm mande pou polisye yo met ajenou devan senatè a epi kòm gwo pinisyon se pou yo rannvwaye yo, yo pa ka nan polis la anko.

Pandan ke senatè yo kouri pran pou kòlèg yo ki sanble nan kidnapin, osnon ki zanmi kidnapè, gen youn gwoup jèn gason ak fanm nan Pòdpe (Port de Paix) ki mete kèk verite deyò. Kòm nou konnen senatè Kedlè Ogisten se youn nan reprezentant depatman Nòdwès nan Sena a e Pòdpe se kapital depatman an. Se youn lèt byen long yo ekri senatè a. Menm si yo adrese msye « Honorable sénateur », sa yo ekri a pa ditou « onorab ».

Se gwoup « Jèn Je Klere » ki bay kèk presizyon ke m ap pataje ak nou. Premyèman, msye ki responsab komunikasyon pou senatè a se Denis Louis Alex, ki gen ti non Don Diego. Msye se youn depote ki te pran prizon Ozeta-Zini anvan yo te pimpe l ann Ayiti. Don Diego te pran youn kout prizon ann Ayiti tou, paske li te mele nan youn kesyon dwòg epi zam ilegal nan zafè Alain Désir a. Se lè tranblemantè 12 janvye 2010 la ke Don Diego te sot nan Penitansye Nasional la, gras a senatè Mélius Hypolite.

Yo di senatè a konn trè byen se pa li sèlman ki kondui machin nan. Byen souvan Don Diego soti ak machin nan. Okontrè, selon sa Lapolis di, te gen youn lòt gason ave l nan machin nan lè yo te arete l la, men yo pa bay non l, ni yo pa di si msye te arete tou e sa k pase avè l. San dout se te Don Diego. Epi tou, yo pase pran senatè a sou youn lòt pwen. Yo fè l sonje ke li te fè pati senatè yo ki te resevwa san mil dola (100 000,00 \$) nan men Fritz William Michel pou vote pou li kòm Premye minis. Kidonk, devan grimbak, senatè Kedlè Ogisten pa fè bak.

Yo di senatè a pa ka pran yo pou egare. Ban m ban nou koze a jan yo bay li a : « Il ne faut pas prendre les enfants du bon Dieu pour des imbéciles ». Selon tou sa jen Podpe yo di, yo konnen senatè

Kedlè Ogisten byen. Se pa konsa konsa li pran Don Diego foure anba fal li. Nou menm, nou ta di « Zwazo menm plimaj vole an sanm ». Kidonk, anvan pou to ta menm mennen senatè a nan tribunal, yo di l koupab.

Men prezidan Sena a, Pyè Franswa Sildò, gen tan di ke selon atik 114 Konstitusyon an, polisye pa t gen dwa met men sou senatè a epi bimen l jan yo bimen l nan. Senatè gen iminite, sétadi yo ka fe



Senatè Pyè Franswa Sildò.

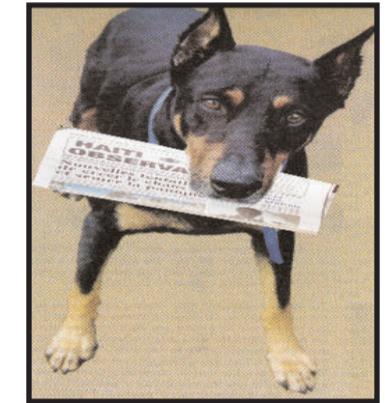
nenpòt bagay, lapolis pa ka arete yo. Youn lòt fason nou ka di l : Yo se « Bandi legal », lalwa pa gen fòs sou yo. Yo mèt vòlè lajan Letta, jan prezidan PHTK a te fè jouk li bat yon chato bò lamè pou 9 milyon dola (9 000 000,00\$), pèsonn pa ka manyen l. Okontrè, li konprann li pral tounen pou vin fe plis dega toujou. Se li menm ki trase egzanp pou tout lòt PHTKis yo. E senatè Kedlè Ogisten pa wè okenn mal nan sa si l antre nan kidnapin, osnon prete machin ni pou al fè kidnapin, men pa pou granmesi. Se polisye yo ki pa nan wòl yo vin leve men sou li, fese l atè, mare l kou krab. Fòk yo peye

sa chè !

Youn polisye, « Agent 3 », ki bay non, Jozef Dövilyen (Joseph Dorvillien), di li te la le arrestasyon senatè Kedlè Ogisten an. Li pare pou l temwaye sou kesyon an. Li konplimante jèn mesye dam Podpe yo ki bay anpil enfòmasyon sou senatè depatman yo a. Asireman, yo menm tou, yo pare pou temwaye. Alò, pou kisa y ap eseye kase fèy kouyri sa a menm ? Peyi a fin pouri, paske mounn yo ki alatèt li yo se tankou pwason tèt pouri. Se konsa tout kò a, sétadi peyi a, pa ka nan anyen ki bon. Li fin pouri tou.

Sèl sa k pou sove Ayiti, se jèn tankou jèn Podpe yo ki pa nan sere kras pou pèsonn; se jèn Petrochallengers yo ki di yo p ap dòmi jouk yo jwenn bout bann vòlè yo ki disparèt plis pase 4 milya dola (4 000 000 000,00\$) ki te ka chanje vizaj tout Ayiti; se polisye ektere, ki pa respekté vòlè, menm lè yo se chèf ki gen iminite. Wi, se sou yo nou ka konte pou bagay yo chanje. Li lè, li tan, pou n kwape tout vòlè ak kidnapè ki konprann nou se youn bann enbesil. « Il ne faut pas prendre les enfants du Bon Dieu pour des imbéciles ! »

Grenn PWONMENNEN
18 mas 2020



Frantz
Photo & Video Studio

PHONE: 718.953.4990 / 917.513.2118
843 FRANKLIN AV., (BLL, UNION & PRESIDENT)
FRANTZSTUDIO.COM

OUR 25 YEARS
of servicing the
community

Subsidized
Photobooth
Available

Weddings, Engagements, Bridal Showers, Baby Showers, Birthday Parties,
Graduations, Communions, Headshots, Enlargements (without Negatives),
Photo Restoration, Invitations, Passport photos & much, MUCH MORE!

D E BROSSE & STUDLEY, LLP

Richard A. De Brosse
Attorney at Law

**ACCIDENTS * REAL ESTATE
MALPRACTICE**

182-38 Hillside Avenue (Suite 103)
Jamaica Estate, N.Y. 11432

Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187

rdebrosse@QueensLegalPlaza.com

HAPPENINGS!

Continued from page 1

ppings. Eighteen hours had passed before journalist Garry Pierre Paul Charles, on Scoop FM, broke the news. Indeed, the police had stopped the vehicle, a Prado with no plates, but with police light on top and no doubt equipped with a siren.

What happened next shows Haitian police in bad light, as mentioned in the State Department report. Reportedly, they dragged the chauffeur out of the vehicle, a man wearing high boots with his shirt out over his pants, just as a common Joe Blow. They beat him up, tied him up with ropes instead of handcuffs, which may not have been available. But the rope treatment is humiliating because that's how common thieves are treated, especially in rural areas. All of a sudden, the senator was being referred to as "a banana thief." There was another man in the car with a Galil gun, just as was reported to police regarding the vehicle involved in nine (9) kidnappings over a two-week period.

The action of the police fits what is described in the State Department report about police officers of the Haitian National Police (HNP) that have been involved in violations of human rights, even in summary killings. Under the heading "Arbitrary Deprivation of life and other unlawful or politically motivated killings," we read: "There were credible allegations of police involvement in arbitrary or unlawful killings. According to local human rights organizations, approximately 16 to 22 protesters were victims of extrajudicial killings by the HNP during antigovernment and anticorruption protests, from September to November. Some allegations resulted in administrative discipline, but there were no reports of criminal proceedings."

Meanwhile, under section 4, about "Corruption and lack of transparency in government," we read the following: "The law criminalizes a wide variety of acts of corruption by officials, including illicit enrichment, bribery, embezzlement, illegal procurement, insider trading, influence peddling and nepotism. There were numerous reports of government corruption and a perception of impunity for abusers. The judicial branch investigated several cases of corruption during the year, but there were no prosecutions."

For the case at hand, the following statement in the State Department report is pertinent: "Corruption: The constitution mandates that the Senate (vice the judicial system) prosecutes high-level officials and Parliament members accused of corruption, but the Senate has never prosecuted a high-level official for corruption."

Let's see what has happened so far in the case of Senator Kedlaire Augustin. As soon as Scoop FM reported his arrest, Senator Jean-Marie Ralph Féthière, the questor (financial officer) of the Senate, issued a statement saying that "the plates and [registration] papers of the vehicle have been in the Senate for the past two

weeks." Thus, he confirms that the vehicle stopped by the police is indeed that of Senator Augustin. Moreover, it has been circulating without plates for two weeks, the time that the police was on the lookout for it for being allegedly involved in kidnapping, as previously mentioned.

The reaction of Senate President Pierre François Sildor is revealing, confirming the State Department report about impunity in high places. Some 24 hours after the arrest of his colleague, Senator Sildor issued a communiqué which we reproduce in full, as translated from French: "The bureau of the Senate of the Republic strongly condemns the incredible action of a police patrol, forgetting its mission to protect and serve, has enjoyed terrorizing and molesting honest citizens, especially a member of the Legislative branch covered by immunity, as stipulated in Article 114 of the Haitian Constitution.

"It (the bureau) demands that the General Inspection of the National Police of Haiti (IGPNH) and the Superior Council of the National Police of Haiti (CSPN) quickly undertake an investigation to identify those hooded police officers who perpetrated such reprehensible acts that can tarnish the reputation of the whole Police corps and create a psychosis of fear toward the enforcers of public order.

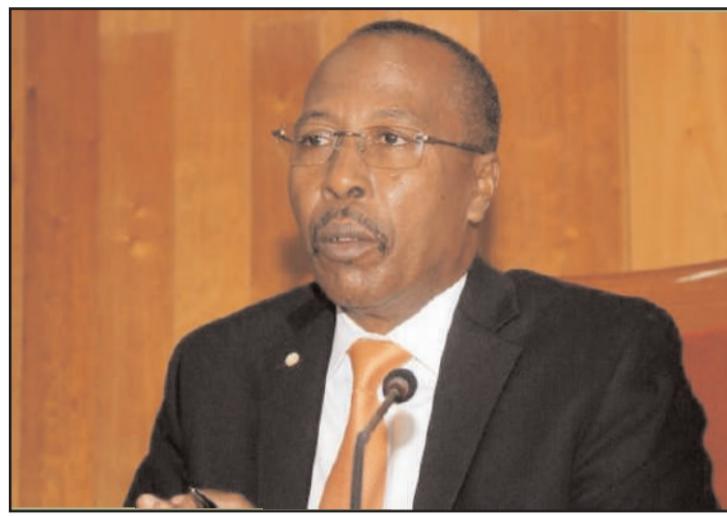
"Thus, the bureau of the Senate publicly expresses sympathies to Senator Kedlaire Augustin and calls for an urgent meeting of the senators to adopt a common position concerning this incident and what measures to take for necessary reparations and a redress of grievances."

The Senate president emphasizes the mistreatment of the senator, who said during the ordeal he yelled out twenty times that he was Senator Kedlaire. But nothing is said about the status of the senator when he was caught as an alleged criminal in the car that was used to make nine (9) kidnappings within two weeks. Based on the reasoning of the Senate president, the title of Senator is a license to involve in criminal activities without fear of reprisal. In fact, after he arrived at the Police precinct, Senator Augustin was let go with his vehicle. But nothing is said about the individual found with him with the Galil gun.

However, six members of "Jén Je Klere," have shed some light on Senator Augustin. The group, whose name translates into "Bright Eyes Youth," is based in Port-de-Paix, capital of the North-western department which senator Augustin represents. In a letter to the "Honorable Senator Kedlaire Augustin," they point out that his communication official is Denis Louis Alex, aka Don Diego, who was imprisoned in the United States for unspecified "bad deeds" before he was deported to Haiti. He also did jail time in Haiti for being involved in a case having to do with drug trafficking and illegal arms. He was released from jail in the wake of the January 12, 2010 earthquake, thanks to Mélusine Hypolite, then a Northwest senator. They also say that Don Diego often uses the

senator's vehicle to carry out his own business.

Obviously, Senator Augustin knows the background of the man in charge of communication for him. Unquestionably, Don Diego has much experience in shady



Senator Pierre François Sildor.

dealings. With the cover of the Senate, he probably has been involved in illegal, even criminal activities, such as kidnapping, that netted him—and perhaps his boss—thousands of dollars. As the writers of "Jén Je Klere" note, Senator Augustin was among those who received \$100,000 from Fritz William Michel, to vote for him when he was nominated for the Prime Minister post to which he never acceded. In other words, Senator Augustin will do anything for money, even letting his official vehicle being used in kidnapping for ransom.

Is there any possibility that there'll be a fair trial of this case? See what is said in the latest State Department report on human rights in Haiti. Under the heading "Denial of Fair Public Trial," we read: "The law provides for an independent judiciary, but senior officials in the executive and legislative branches exerted significant influence on the judicial branch and law enforcement. Local and international NGOs repeatedly criticized the government for attempting to influence judicial officials. Since executive-appointed prosecutors could prevent cases from being seen by judges, judges themselves faced less direct executive pressure in making decisions. Nonetheless, civil society organizations reported judges often feared ruling against powerful interests, due to concerns for their personal security." What else to add?

Despite a State Department damning report on human rights in Haiti, showing that the country is under a mafia-like leadership, the Trump administration is the strongest defender of President Jovenel Moïse, who dumped Venezuela's Nicolas Maduro, to embrace Washington in its opposition to the Venezuelan rule of terror. But is there much difference between Moïse and Maduro?

As was pointed out, in HO's last issue, the *Miami Herald* published an editorial in its March 10 issue with this headline: "Haiti's Jovenel could turn into an autocrat. The U.S. can't let that happen." Applauding the administration in Washington for its stand against Maduro, the editori-

al concluded, "... it has been too passive in thwarting Haiti's dubious leader."

For the full report, Google State Department 2019 Country Reports on Haiti.

Haiti escaping COVID-19 thus far, the officials cut off almost all international contacts. Unbelievable in this era of COVID-19, Haiti's health officials say not one case of the deadly

hibits any travel abroad of any Haitian official without an authorization of the president. This applies to the Prime Minister and the Minister of Foreign Affairs. Meanwhile, on Monday, March 16, the Ministry of Foreign Affairs issued a communiqué to all of Haiti's Embassies and Consulates not to travel anywhere without an authorization of the Ministry. These restrictive measures aren't applicable to diplomatic, consular and Haitian commercial missions which are in countries not affected by COVID-19.

The Foreign Ministry also suggests that the heads of diplomatic, consular and commercial missions greatly reduce traffic at their place of work by having a rotating schedule for the indispensable employees. Even "teleworking" should be considered in certain cases. Finally, the foreign staff should follow health measures dictated by the various countries where they are accredited.

First death in the Dominican Republic from COVID-19. Dominican Health Minister Rafael Cardenas announced on Monday, at a press conference, that the first death registered from the virus is a 47-year-old Dominican woman who recently arrived from Spain. She also had tested positive for HIV. He also said that as of Monday, the Dominican Republic had 21 COVID-19 cases and the Dominican authorities were mulling over measures to take to stem the spread of the deadly disease.

RAJ, March 18, 2020



DR. KESLER DALMACY

Board Certified & Award Winning Doctor



Cabinet Medical
Lundi — Samedi: 11 AM—7 PM

Examen Physique sur écoliers
Traitements pour douleurs,
Fièvre
Immigration
Planning familial
Infection

Tumeur
Hémie
Circoncision
Tests de sang et de grossesse
Grippe

• MÉDECINE CHIRURGIE •
Prix Abordable
TEL. 718.434.5345 FAX 718.434.5565



Kèlkeswa moun ou ye, kèlkeswa kote ou soti, resansman 2020 an konsène w.

Patisipasyon w nan resansman 2020 an enpòtan. Nenpòt sa estati ou ye, repos ou enpòtan. Patisipasyon ou ka gen yon efè sou lajan gouvenman an ka dépanse pou kominate nou yo. Repons ou yo ap rete prive e an sekirite. Kidonk, chak moun dwe santi yo alèz pou konte chak moun ki nan fwaye yo.

Aprann plis sou.
2020CENSUS.GOV/ht

Se Biwo: Resansmen Etazini ki peye piou publisite se a.

Prepare
Avni W
KÖMANSE ISIT LA>

United States®
Census
2020



**"MWEN TE FÈ
L JWENN YON
IDNYC POU
EKSPLORE
LEMONN LIV YO."**

Pou laj 10 zan ak plis, IDNYC a se llo w pou ale nan bibliyotek yo nan chak minisipolis. Kat la gratis epi konfidansiyel, se kat identite VII Nouyok la. Mande youn nan nyc.gov/idnyc, ouwa rete 311 sei di IDNYC.

id
NYC

**HAITI
OBSERVATEUR**

La manke gic, pèp la gave !

WWW.HAITI-OBSERVATEUR.CA

CA



ÉDITORIAL



Le régime Moïse en Haïti, un État délinquant dans l'hémisphère

Depuis que Jovenel Moïse a prêté serment comme président de la République, tandis qu'il se trouvait sous le coup d'une inculpation pour blanchiment d'argent, les observateurs avisés commençaient à tirer la sonnette d'alarme. Dans leur esprit, le fait par lui d'accéder à la plus haute fonction de l'Etat, sans qu'aucune institution n'intervienne pour lui barrer la route, signifiait que le pays s'était engagé sur une mauvaise pente. Mais personne n'avait osé croire que, loin de réprimer les crimes imputés au chef de l'Etat, le pays allait voir les actes criminels se proliférer davantage au sommet de la fonction publique. De telle sorte qu'aujourd'hui, sept ans après la prise du pouvoir par les équipes *têt, kale*, Haïti ressemble plutôt à un État dévoyé.

A la lumière des multiples actions répréhensibles commises dans le pays, depuis le 7 février 2017, on peut conclure que le successeur de Michel Martelly s'est donné pour mission d'institutionnaliser le crime. Avec les actions scélérates perpétrées régulièrement avec impunité par le président lui-même, les membres de son gouvernement et les parlementaires liés au parti de la présidence, la criminalité est en passe de devenir la norme. Cela explique bien pourquoi Jovenel Moïse attire dans son administration des personnes ayant un passé louche ou trempé dans des activités illicites. Aussi bien pourquoi il s'acoquine avec les milieux interlopes et s'érite en protecteur et mécène des gangs armés et des criminels. Grâce à lui, en lui et à l'abri de son gouvernement, les éléments criminels, qui sèment la terreur et le deuil dans les familles, trouvent protection, armes, munition et financement. Il est donc aisé de comprendre pourquoi tous les hauts fonctionnaires qui font dans le crime opèrent sans se soucier de la mise en mouvement de l'action judiciaire contre eux.

En effet, depuis sous le régime dirigé par Michel Martelly, mais davantage sous celui de Jovenel Moïse, les noms de sénateurs et de députés sont associés aux trafics illicites, tels que commerce de drogue, contrebande d'armes et de munitions, ainsi qu'au kidnapping contre rançon. Mais c'est dans le domaine du kidnapping que s'est produit le scandale le plus spectaculaire, la semaine dernière : un sénateur PHTKiste proche du président Jovenel Moïse est arrêté par une patrouille policière qui surveillait son véhicule. Il avait été identifié dans neuf enlèvements contre rançon. Le sénateur Kedlaire Augustin, qui se trouvait dans son véhicule reconnu comme celui que recherchait la Police, a pris la fuite. Coincé et forcé de s'arrêter, il a été mis en état d'arrestation, sans jamais s'identifier. Il semble qu'il ait été malmené par les policiers avant d'être conduit au commissariat le plus

proche où il a finalement indiqué qui il était. Ramené chez lui par des policiers, il a attendu plus de 18 heures avant de faire état de l'incident.

Pour l'instant, la plus grande confusion entoure cet incident, les partisans du sénateur déclarant qu'il a été victime d'abus de la part des agents de la PNH et ces derniers persistant et signant que le véhicule intercepté est bien celui-là qui avait été mis sous surveillance.

Kedlaire Augustin n'est pas le premier sénateur ainsi associé au kidnapping pour rançon. Gracia Delva, un autre sénateur du PHTK, proche du président Moïse, avait été également identifié, l'année dernière, comme étant à l'origine du kidnapping d'un homme d'affaires dont la famille avait dû verser des dizaines de milliers de dollars américains en échange de sa libération.

Au début du mois de décembre 2019, Judith Exavier, concubine du sénateur Rony Célestin, alors cheffe du Consulat général d'Haïti à Santiago, en République dominicaine, a été interceptée à la frontière de Malpasse, en route pour Port-au-Prince, au volant d'un véhicule qui était recherché, suite à sa participation à un trafic de stupéfiant.

A part ces sénateurs, des hauts cadres de l'administration publique, proches de la présidence sont identifiés comme étant les commanditaires de plusieurs tueries, à la Saline, à Carrefour-Feuilles, au Bel-Air et ailleurs. Selon des rapports d'organisations de droits humains, plus de 90 personnes auraient été massacrées, dont des enfants à bas âge, lors de ces carnages dénoncés comme étant des « *massacres d'Etat* », pour avoir été perpétrés par des hommes à la solde de représentants du président de la République.

Par ailleurs, au cours des derniers mois, des chefs de gang proches de sénateurs de la République et de députés, sont rémunérés par la présidence, qui les pourvoie également en armes et munitions, par l'entremise de ces derniers. Arrêtés par la Police, ils n'ont jamais eu à faire face à la justice. Déposés en prison, dans un premier temps, les autorités attendent que leur cas soit oublié pour les libérer à la cloche de bois. Ou bien ils courent encore les rues, bénéficiant de l'impunité dont ils sont couverts par la présidence, les mettant à l'abri de toute poursuite judiciaire. Même la dénonciation de ces tueries par la Commission des droits de l'homme de l'ONU et d'autres organisations internationales de défense des droits de l'homme n'a pas su inciter les dirigeants haïtiens à rendre justice aux parents des victimes.

Mais il y a plus. Des membres de la Chambre des députés dont le mandat vient d'expirer, au mois de janvier de cette année, notamment le président, Gary Bodeau, dénoncé d'avoir détourné des millions de gourdes de la caisse de cette institution, n'a jamais été inquiété. C'est aussi le

cas de l'ancien questeur du Sénat, le sénateur Onondieu Louis, qui a fait de la caisse du Sénat son tirelire.

Du train où évolue l'administration publique, sous la conduite de Jovenel Moïse, la culture socio-politique a bel et bien changé. L'esprit patriotique tend à disparaître, faisant place aux mercenaires et aux criminels, toutes catégories confondues. Il est évident que la vocation du Parlement a changé du tout au tout, tandis que le système judiciaire est mis sous coupe réglé par le chef de l'Etat, obligé qu'il est de servir la cause

privée de ce dernier, de sa famille et de ses proches collaborateurs.

Transformé en Etat délinquant par Jovenel Moïse et son équipe, Haïti représente un immense danger pour ses citoyens, qui risquent de connaître des situations encore pires que celles qu'ils ont endurées jusqu'ici. Mais les pays voisins et les alliés diplomatiques ne tarderont pas à faire l'expérience de ce que représente un régime dévoyé. Voilà le peuple haïtien parvenu vraiment à la limite de sa patience. Une nouvelle mobilisation est à l'ordre du jour.

**HAITI
OBSERVATEUR**

**Haiti-
Observateur**
P.O. Box 356237
Briarwood, NY
11435-6235 Tél.
(718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti

Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, 3ème étage
Port au Prince, Haïti
Tél. (509) 223-0782 ou
(509) 223-0765

CANADA

Haïti-Observateur
Gérard Louis Jacques
514 321 6434
12 Haïti QB Canada
12213 Joseph Cassavant
Montréal H3M 1C7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE

Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean Claude Valton
13 K Avenue Feldherbe, 81 Rr Apt. 44
93310 Le Pré St. Gervais France
Tél. (33-1) 43-63-28-10

ÉTAT-UNIS

1 ère classe
 48.00 \$ US, pour six (6) mois
 90.00 \$ US, pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE

553.00 FF, pour six (6) mois
 1005.00 FF, pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE

1 ère classe
 73.00 US, pour six (6) mois
 120.00 US, pour un (1) an

EUROPE

73 EURO, pour six (6) mois
 125 EURO, pour un (1) an
Par avion ou mandat postal en francs français

Name/Nom _____

Company/Compagnie _____

Address/Adresse _____

City/Ville _____ State/État _____

Zip Code/Code Régional _____ Country/Pays _____

Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat bancaire

EDITORIAL

The Moïse regime in Haiti is a delinquent State in the Hemisphere

Since Jovenel Moïse was sworn in as president of the Republic while under indictment for money laundering, astute observers began to sound the alarm. They thought that having risen to the highest office of the State without any institution intervening to stand in his way meant that the country was on a slippery slope. However, no one would have imagined that, far from repressing the crimes attributed to the Head of State, the country would experience more criminal acts among top officials of the administration. So much so, that today, seven years after the Bald-Headed teams took power, Haiti looks like a failed State.

Considering the many reprehensible acts committed in the country since February 7, 2017, one can conclude that Michel Martelly's successor has set himself the task of institutionalizing crime. Regularly, the President himself perpetrate crimes with impunity. Members of his government and parliamentarians linked to the presidential party do the same. Thus, crime has become the new normal. This explains why Jovenel Moïse attracts to his administration people with a shady past or who have a history of illegal activities. It also explains why he is in tune with the underworld and why he ends up as protector and patron of armed gangs and criminals. Thanks to him, criminal elements are sheltered by the government, while they sow terror and grief among families. They're not only protected, but they're provided weapons, ammunition and money. Understandably, high officials involved in crime operate without concern that justice will catch up with them.

Indeed, since Michel Martelly assumed power and more yet under Jovenel Moïse, Senators and Deputies (Congress people) have been associated with illicit activities, such as drug trafficking, arms and ammunition smuggling, as well as kidnapping for ransom. However, it is in the realm of kidnapping that the most spectacular scandal occurred last week. A Senator of the ruling PHTK party, close to President Moïse, was stopped by a police patrol that had his vehicle on watch. Within two weeks, it had been identified in nine kidnappings for ransom.

Senator Kedlaire Augustin was at the wheel of the vehicle which had been on police watch. He attempted to flee, but blocked by the officers, he was forced to stop. He was taken into custody, without ever identifying himself. Later he will say that he was mistreated by the police officers before he was taken to the nearest police precinct, where he finally said who he was. Taken home by police officers, he waited more than 18 hours before reporting the incident.

Currently, the greatest confusion surrounds the incident, with support-

ers of the Senator stating that he was abused by PNH agents, while the latter persist in saying that the vehicle intercepted was indeed the one that had been put under surveillance.

Kedlaire Augustin is not the first Senator to be associated with kidnapping for ransom. Gracia Delva, another PHTK Senator close to President Moïse, was also identified last year as being behind the kidnapping of a businessperson whose family had to pay tens of thousands of US dollars to obtain his release.

In early December 2019, Judith Exavier, concubine of Senator Rony Célestin, was intercepted at the Malpas border town with the Dominican Republic on her way to Port-au-Prince, driving a vehicle wanted for being involved in drug trafficking. Mind you, she was then in charge of the Haiti Consulate General in Santiago, Dominican Republic.

In addition to these Senators, senior public officials close to the presidency have been identified as being behind several killings in the Port-au-Prince poorer neighborhoods of La Saline, Carrefour-Feuilles, Bel-Air and elsewhere. According to reports from human rights organizations, more than 90 people were massacred, including young children, in the carnage denounced as "State massacres," for having been perpetrated by men in the pay of representatives of the President of the Republic.

Moreover, in recent months, gang leaders close to Senators and Deputies have been paid by the Presidency, which also provides them with arms and ammunition via some legislators. Arrested by the police, they never face justice. Parked comfortably in prison, they wait patiently. When all is forgotten, the authorities surreptitiously release them. In addition, they go freely about their business, benefitting from the impunity they enjoy, thanks to the Presidency. Despite denunciation of those killings by the UN Commission on Human Rights and other international human rights organizations, the Haitian leaders have done nothing to bring to justice the perpetrators of those horrendous crimes and provide some form of closure to the relatives of the victims.

There's more yet. Members of the Lower House of Parliament, whose terms expired, last January, including the president, Gary Boadeau, have been denounced of embezzling millions of *gourdes*, the local currency, from the institution. But they go about, showing no concern. The same is true of the former quaestor, the officer in charge of the Senate's finance, Senator Onondieu Louis, who had turned the Senate's coffers into his piggy bank.

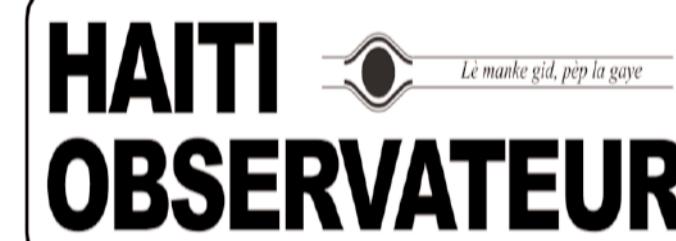
Under the leadership of President Moïse, the socio-political culture of public administration has indeed changed. The patriotic spirit has disappeared, making way for mercenar-

ies and criminals of all kinds. Obviously, the vocation of Parliament has changed completely. Meanwhile, the judicial system is under the control of the Head of State, who misuses it in defense of his family and his close associates.

Transformed into a delinquent State by Jovenel Moïse and his team, Haiti represents an immense

danger for its citizens, who risk experiencing worse situations yet than those they have endured to date. Neighboring countries and diplomatic allies, becomin

g accomplices, are bound to experience what a rogue regime is like. Truly, the Haitian people have reached the limit of their patience. A new mobilization should be on the



Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY
11435-6235
Tél. (718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti

Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, 3ème étage
Port-au-prince, Haïti
Tél. (509) 223-0782 ou
(509) 223-0785

CANADA

Haïti-Observateur
Gerard Louis Jacques
514 321-6434
12 Haiti OB Canada
12213 Joseph Cassavant
Montreal H3M2C7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE

Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean-Claude Valbrun
13 K Avenue Faidherbe, 8t Bt Aptt. 44
93310 Le Pré ST. Gervais France
Tél. (33-1) 43-63-28-10

ÉTAT-UNIS

1ère classe
 48.00 \$ US, pour six (6) mois
 90.00 \$ US, pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE

553,00 FF, pour six (6) mois
 1005,00 FF, pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE

1ère classe
 \$73.00 US, pour six (6) mois
 \$160.00 US, pour un (1) an

EUROPE

73 EUROS, pour six (6) mois
 125 EUROS, pour un (1) an
Par chèque ou mandat postal en francs français

Name/Nom _____

Company/Compagnie _____

Address/Adresse _____

City/ville _____ State/État _____

Zip Code/Code Régional _____ Country/Pays _____

Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat bancaire



NEWSBRIEFS –HERE AND THERE!

A clean sweep for Biden

Joseph "Joe" Biden, President Obama's vice-president, has come from behind in the primary democratic elections in Iowa and New Hampshire, to be the undisputed candidate to win his party's nod to face candidate Donald Trump in the November presidential elections.

Last night, he trounced Senator Bernie Sanders in Florida by more than 60% to the senator's 20 some percent. In Illinois, he was ahead by 58% when we went to press. In addition, multiple networks projected him to win in Arizona, who was late in reporting, considering the three-hour difference with Eastern Standard time. Ohio, the fourth state to have had elections failed to have them because Governor Mike DeWine, vetoed the exercises, due to COVID-19 fears. They're expected to be held in June, granted the danger of the deadly virus has passed.

Based on the math, there's no way Bernie Sanders can win the 1191 delegates needed to get the nod of the Democratic Party to be on the ballot to face the Republican candidate, Donald J. Trump. Thus, there will be tremendous pressure on Senator Sanders to drop out of the race and work together with Biden to present a united front to defeat President Trump, who faces problems on account of the coronavirus which has affected the economy, one of the president's strong points in calling for his reelection.

The 3,000-point dive of Dow Jones on Monday wiped out all gains registered by the market since Mr. Trump assumed the presidency. The rebound of 1,000 points gained on Tuesday won't suffice to wipe out the losses. Unless, the gains are progressive. However, it doesn't bode well for the President with the uncertainties about COVID-19, especially since Mr. Trump himself said that it could linger until July or August.

Though he fared badly in yesterday's primaries, Senator Sanders can redeem it all by getting his younger progressive voters to team up with the moderates of the party to present a formidable force as the November elections approach. All eyes are now on the Vermont Senator who is expected to do the right thing. The chemistry between him and the vice-president at the debate last Sunday augurs for an entente.

***An audacious press conference in Port-au-Prince today announced by the lawyers of SOGENER.** The conference, previously an

nounced to take place at 10 am today at Hotel Kinam in Pétion-Ville, will be held at 12 noon instead, due to the

funeral at 9 am of Eric Laguerre, aka Tom Malè, the popular journalist-comedian who died Saturday March 7

from a heart attack.

The Vorbe lawyers invite all the Medias to be there where will be discussed the judicial and political persecutions against their clients by the government. As reported, President Jovenel Moïse unilaterally broke the contract with SOGENER, one of the

private electricity providers to the Electricité d'Haïti (EDH), the government power company. The government has attempted at arresting the Vorbes and some members of the SOGENER board, including Elizabeth Débrosee Préval, the widow of President René Préval.



SUR LA ROUTE DU CINÉMA LE PÉKINOIS ou HOLLYWOOD n'a pas d'apocalypse en Chine

Par Dan Albertini

Une mise en scène en veilleuse qui illustre la puissante démonie chinoise

Histoire l' se déroule dans l'église adventiste du 7^e jour, ville de Saint-Hubert comté de Vachon, le débat fait rage pendant l'école du sabbat. Il y a des adeptes, *ce sont les fidèles*. Il y a des croyants, *ce sont les laïcs*, il y a des fanatiques, ils sont les cotisants, le reste, ce sont les curieux, et peu de visiteurs. Le quartier est hybride. Il y a surtout les questions, les réponses sont le doute, seize ans d'interventions infructueuses. Le moniteur mène le débat dans sa nouvelle foi, *débat vieux de plus de mille ans*. Daniel est le prophète qui date de l'AT, mais que l'adepte garde encore après le NT pour la fin. La fin a été prédite, mais elle ne s'est pas réalisée encore au point d'une nouvelle naissance dont ces adventistes pour qui *la philosophie est interdite, Kant encore plus*. C'est dans un chapitre de ce livre, *Daniel le prophète*, que Sébastien gère la classe réputée témeraire pour ceux de la peur. Critique pour ceux de la raison. A éviter, pour ceux de la prière. Référence de la foi : la fin du monde est à venir. Proche, pour certains. Homélie : *studiusement, la peur sinon les rangs se desserrent*. On vit de sensations. Fortes. *On a le temps*. C'est ainsi que l'affaire dérape d'entre les mains du moniteur. Il pose la mauvaise

question à la mauvaise assemblée : pas de réponse. Sinon l'autre, celui de Saint-Augustin, bref du Vatican plus précisément, est l'erreur.

Le Pékinois n'est pas concerné, il est majoritaire avec l'Indien de Calcutta. Le débat.

Si l'église est de St-Hubert, elle évacue pourtant Hubert pour Jean. Il y a Jean-Riko, Jean-Jack, Jean-Mary. Il y a eu Jean-Daniel dans le temps, Jean-Pierre Jean-Paul. Le drame prend chair, l'écho traduit. Le livre de Daniel accuse les temps : apocalypse. La fin à venir est le rêve, le songe. Interprétation. Pékin monte en puissance, le nouveau royaume de ce monde moderne tandis que l'ours n'est plus, entraînant l'aigle, grand boss de l'aventisme hérité de J Bates, de W Miller. L'effet blasé, Sébastian commet l'erreur : soutenir l'insoutenable. Le support peu élogieux, du directeur de l'école du sabbat est nul. D'une part, la loi du dimanche existera donc, elle n'est pas la prophétie à venir. Et d'autre part, la Chine est la plus grande population en voie de capitalisme, elle est bouddhiste-communiste et maoïste. Sans appel à la forme de soumission à l'Église catholique apostolique romaine, enfin, il existe l'Église orthodoxe russe non romaine même si apostolique, grecque aussi, plus proche de la reddition islamiste ou chinoise, si l'on renforce par l'Inde orientale. *Un film religieux qui interpelle l'Haïtien*.

Rendez-vous hebdomadaire, l'église se convoque dans ses cartiers. *En ses chapelles du septième jour, pour chrétien, en sa synagogue, pour ceux, juif*. C'est unanime, la mosquée ne compte pas, elle n'est pas amie. Notion : guerre, domination du monde. On affirme ne pas s'inscrire de politique, on analyse Rome impériale. La prophétie fait rage, se téléporte dans l'histoire avec Jean-Riko qui évoque l'empire. Rome histoire. *Caius assassiné, mort* : «la décision de Caius d'étendre la citoyenneté redistribuerait de nombreuses cartes, notamment celle du corps électoral, de la propriété, et de la fortune. Les sénateurs, attaqués au cœur de leurs priviléges, votent un sénatus-consulte optimum, le décret ultime du Sénat, qui autorise par tous les moyens possibles l'élimination physique d'un ennemi de la République. Caius fuit et meurt, sans doute assassiné» : histoire et paradoxe. L'adepte se consulte en prière sur la notion des maux sociaux qui sont endossés par l'Etat qui vote les lois. Doit-on adorer dimanche, signe de la bête, le chrétien de St-Hubert à peur au

point de s'interroger avec insistance. Fatalité foi résignation, la réponse n'est pas évidemment ni facile. Le doute s'est installé dans cette assemblée qui a toujours connu ses chapitres ses clans aussi. Jean-Riko aime la provocation, il constate que le Pékinois consomme le porc interdit dans Lévitique depuis le judéo jusqu'au chrétien du 7^e jour. Même constat du monde des imams qui tentent de récupérer

Bookman de sa culture, pris dans une affaire de *bwa kay imam*, pour parodier la grande révolution faite de sang de porc, qui n'est pas romain. Jean-Riko abandonne illico la position, car il se doit présenter en sa posture de comptable fiscaliste pour des fins de clientèle dans l'après-midi, et l'intrigue meurt prématûrée. L'orage a drainé le tonnerre, il a épargné de sa foudre. Rendez-

vous après la prière américaine du président pour combattre le COVID-19.

En attendant, le signe de la bête serait dans les faits : made in China. Il est là, sur la bouteille de vin moussant θ alcool. Le papier aussi. La Bible bien-tôt sera un produit chinois vendu à 1\$. Après la crise occidentale à mon avis. Faut-il donc avoir peur ou avoir la foi, telle est la question qui demeure à la fin du film.

Il faudrait que cela soit vrai d'abord. Comment en être sûr si l'on ne l'a pas encore vécu, c'est la foi dira le prédicateur du jour. L'homélie est de toutes les audiences. Jean-Riko est-il opportuniste, l'écran annonce la fin, une fin après chaque séance.

Pékin n'est pas concerné, Le Pékinois vit après l'épilogue dans ce film. Merci d'y croire !



BUSINESS OPPORTUNITY IN HAITI

2 HOTELS FOR SALE

By Owner

In the commune of Kenscoff/Furcy
Contact:

<info@thelodgeinhaiti.com>
509-3458-5968 or 509-3458-105



- PUBLIC CHARTER SCHOOLS, GRATIS,
- ENSKRIPSYON AP FÈT KOUNYE A

Pwofesè nou yo fòme pou travay ak ede elèv ke lang natif natal yo pa Anglè. Sèvis tradiksyon disponib egalman pou tout paran ki fè demann lan.

Nou ofri pwogram edikasyon espesyal ak sèvis yo nan bilding lekòl la oswa nan yon lokal Komite Edikasyon Espesyal la detèmine nan distri a.

BROOKLYN DREAMS CHARTER SCHOOL
259 Parkville Avenue
Brooklyn, NY 11230
(718) 859-8400
BrooklynDreamsCharterSchool.org

BROOKLYN EXCELSIOR CHARTER SCHOOL
856 Quincy Street
Brooklyn, NY 11221
(718) 246-5681
BrooklynExcelsiorCharterSchool.org

BROOKLYN SCHOLARS CHARTER SCHOOL
2635 Linden Boulevard
Brooklyn, NY 11208
(718) 348-9360
BrooklynScholarsCharterSchool.org

APLIKE
JODI A!

ENSKRIPSYON AP FINI 1^{er} AVRIL 2020

MIRLÈNE CLEANING SERVICE, INC.

We specialize in House Cleaning.

No job is too big.

Call (347) 666-1965

Mirlène Cornet, Owner

Email: mirlenecornet@gmail.com



DÉLÉGATION DU DÉPARTEMENT D'ÉTAT EN HAÏTI

Message à Jovenel Moïse :

Out le 7 février 2021

Un gouvernement illégitime ne peut organiser des élections

Suite de la page 1

générales, en vue de retourner le pays à l'ordre démocratique, est rejeté catégoriquement. Les émissaires du département d'Etat ont déclaré au président haïtien qu' « *un gouvernement illégal ne peut organiser des élections sincères, libres et démocratiques* ».

Il semble que M. Moïse ait essayé une vague de critiques de la part des visiteurs pour s'être affiché une satisfaction indécente face à la situation d'institutionnalité dans laquelle le pays est entraîné, à la faveur du mandat de la Chambre des députés parvenu au complet à sa fin. Le chef d'Etat est également critiqué pour avoir illégalement écourté le mandat de dix sénateurs élus pour quatre ans. Un agissement, selon d'autres critiques, qui ne démontre aucune volonté de respecter les normes démocratiques.

Quel sort attend Jovenel Moïse ?

Dans les milieux diplomatiques, à la capitale haïtienne, on se demande bien quel sort attend Jovenel Moïse, suite à ce message ayant une allure draconienne. La question qu'on estime la plus brûlante est celle relative à l'organisation des élections générales. Puisque, si celles que ce dernier souhaite organiser sont taxées d'illégaux, qui les accouchera à sa place ?

Une idée qui prête à bien de spéculations. Car des observateurs évoquent l'hypothèse que certaines forces politiques endogènes se mettront en branle pour faire pression sur Moïse pour qu'il quitte le pouvoir avant le 7 février 2021. D'aucuns pensent que, suite au naufrage des négociations, qui devaient accoucher d'un gouvernement de consensus, mais qui ont fait piteusement échec, la communauté internationale a endurci sa position à l'égard du chef d'Etat haïtien. Après avoir pris l'engagement auprès des diplomates étrangers, y compris la représentante spéciale du secrétaire général des Nations

Unies, Helen Maegher La Lime, de mener à terme les pourparlers, pour ensuite faire marche arrière, en sus de former son gouvernement avec Joseph Jouthe, sans crier gare, les représentants étrangers ont considéré le geste de Moïse comme « *un coup de poignard dans le dos* ». D'autres critiques de Jovenel Moïse au sein du Corps diplomatique ne digèrent pas bien les propos d'encouragement, voire même de solidarité de l'ambassadeur américain au régime haïtien, après la nomination de Joseph Jouthe comme Premier ministre déclarant que les États-Unis engagés à accompagner le nouveau gouvernement et à collaborer avec lui. Les membres de cette délégation envoyée auprès du président haïtien ont, en quelque sorte, apporté de l'eau au moulin des critiques de ce dernier lorsqu'ils disent que les paroles adressées par l'ambassadeur

des États-Unis à l'égard du gouvernement haïtien sont les siennes et ne viennent pas de l'administration Trump.

Les Américains rapatrient leurs ressortissants, l'ONU aussi

Il se passe quelque chose d'insolite, dans les relations diplomatiques, entre le régime Moïse et les représentants diplomatiques étrangers. Une source proche de l'ambassade des États-Unis a révélé que les Américains ont pris les dispositions pour rapatrier leur personnel basé en Haïti. Des sources concordantes ont affirmé, par ailleurs, que les Nations Unies ont aussi demandé à ce que certains de leurs représentants laissent Haïti.

Dans les milieux d'où émanent ces informations on prétend que ces rapatriements n'ont pas été décidés à cause du coronavirus, tout en

déclarant ignorer les vraies causes d'une telle décision.

Il faut souligner que l'atmosphère diplomatique est « *très toxique* » par rapport au régime *tét kalé*. L'expulsion de l'ambassadeur de Taïwan d'Haïti constitue une pièce importante dans le puzzle diplomatique. Jovenel a décrété le diplomate chinois *persona non grata*, parce qu'il a refusé d'avaliser l'octroi d'un prêt de USD 150 millions \$ pour aider Jovenel Moïse à respecter son engagement de d'électrifier toute la République 24 heures sur 24 et 7 jours par semaine, histoire de trouver cette somme pour financer ce projet, en souffrance depuis bientôt quatre ans.

Moïse peut bien avoir aggravé sa situation, en expulsant l'ambassadeur de Taïwan, puisque ce pays étant le « *toutou* » des Américains, ils n'ont pas délié la bourse pour plaire à ces derniers.



KOMISYON ANGAJMAN SIVIK
(CIVIC ENGAGEMENT COMMISSION)
AVI SOU REYNYON PIBUK
Mércredi, 29 janvye 2020 • 11AM
22 Reade Street, Spector Hall, New York, NY
Borough nan Manhattan
New York, NY 10007

Komisyon Angajman Sivik (Civic Engagement Commission, CEC) a plan organize yon reynyon publik a 11 h am nan janvye 2020 la, nan 22 Reade Street, Spector Hall. Komisyon an plan diskite sou metodoloji ki pwopozis a pou Program Asistans pou Lang nan Diwo lokal la ki plan bay entepret nan biwo vôt VII New York yo pou ede vote yo ki pa pale angle byen (LEP) ki depoze yon bilten vôt.

Nan mwa nowenm 2018, elektif VII New York yo te apwouve reynyon han Chal la ki te etabli Komisyon Angajman Sivik VII New York la, ke w ka jwenn tan <https://nyc charter.readthedocs.io/en/latest/c79/index.html>. Objektif komisyon an se pou ankoraje patisipasyon sivik atravè divers inisyativ, ki gen iaden yo, planifikasyon bidje defason patisipatif, clayman sevis entepretasyon nan hiwo vôt yo ak asistans pou konschy linminot yo.

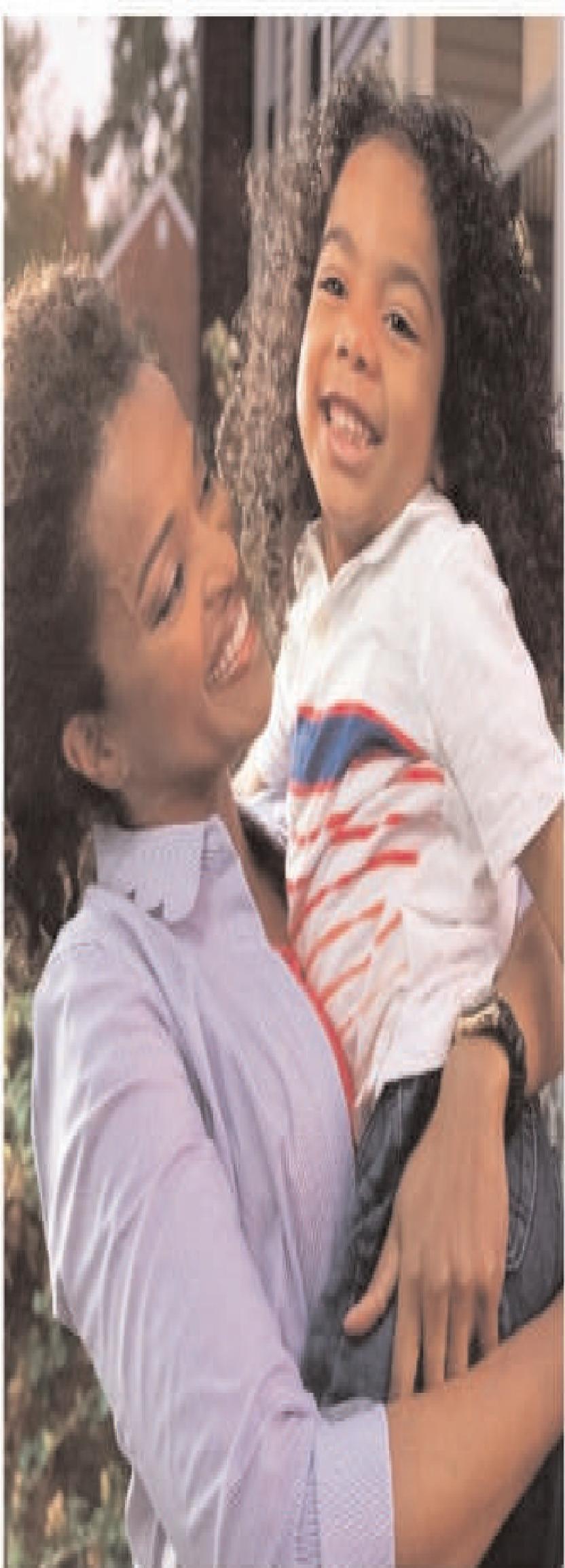
Pou jwenn plis information sou Komisyon an, tunpri ale sou <http://www1.nyc.gov/site/civicengagement/index.page>.

Manm publik la ka vini nan reynyon sa a. CEC plan akode yon periyod tan nan ten reynyon an pou publik la tè komantè ki gen rapò avèk misyon ak aktivite Komisyon an. Tunpri note byen le limit tan publik la ap genyen pou fè komantè yo se twa minit. Tan na a se tan pou fè komantè man po pou pote kreyon ni bay report. Pou nou facilite sonkwonizasyon komantè yo nan yon metod ki annod, tunpri voye yon imil ki gen non w ak ofilyasyon w, pou w ka enskri pou patsoj komantè w yo, nan info@civicengagement.nyc.gov evan 5pm, han lendi, 27 janvye.

F si mwèn bezwen asistans pou m patisipe nan reynyon an? Lokal kote y ap fè reynyon an aksesib pou moun ki sou chry woulant oswa k ap inlin lor aparty pou diplasman. Pral gen sistèm boutik pou endikasyon ak entepret ki espryalize nan Langaj Siv Ameriken (ASL) k ap disponib, sou demanni. Pral gen sevis entepretasyon gratis k ap disponib non lang Parayòl. Ap gen sevis entepretasyon non lot lang tou k zo disponib, sou demanni. Tunpri fe jande demanni sa yo oswa lot kalite demanni pou aksesibilite pa pite ke 5pm, han ledi, 27 janvye, 2020, le w voye yon imil net info@civicengagement.nyc.gov oswa tele han (712) 788-6574.

Publik la ka gode yon transmisyon undirak pou reynyon sa a o ya ka gode tou unsyon reynyon ak odyans Komisyon an te organise, sou sitweb Komisyon an, nan <https://www1.nyc.gov/site/civicengagement/meetings/meeting-notice-2019-06-19.page>.

NYC Civic Engagement Commission



United States®
Census
2020
Prepare
Avril W
KOMANIE ISIT LA>

NOUVELLES BRÈVES

Le coronavirus (COVID-19) s'impose comme la principale nouvelle de par le monde

Que ce soit dans la presse parlée, télévisée et écrite, que ce soit sur les réseaux sociaux, tous confondus, le sujet dominant l'actualité est le Coronavirus, dénommé COVID-19 par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS).

Selon les statistiques fournies par l'OMS, le nombre de morts de par le monde, jusqu'au mardi 17 mars, s'élève à 3 600, tandis que les infectés sont de l'ordre de 93 000, bien que les statistiques changent rapidement. Il faut dire aussi qu'il y a eu des guérisons. En tout cas, ce n'est pas demain

haïtiano-dominicaine est fermée depuis mardi à minuit une minute, sauf pour les gros cylindrés transportant de la marchandise. Là encore, le nombre de travailleurs à bord de ces engins doit être à la baisse et ils doivent subir des examens avant de franchir la frontière. Dire que la République dominicaine pourvoie le gros des importations d'Haïti qui dépend de l'étranger pour environ 60% des produits de consommation.

Entre-temps, le ministre dominicain de la santé a annoncé lundi, au cours d'une conférence

(MAE), de surseoir à tout déplacement et de suivre les consignes des pays où ils se trouvent.

Par ailleurs, les chefs de missions doivent tout entreprendre pour minimiser les contacts, en réduisant le nombre d'employés au travail, utilisant un calendrier de rotation. Il est même indiqué le « *télé-travail* » autant que possible. Ce n'est pas souvent que nous saluons les actions du gouvernement haïtien, mais cette fois, nous disons bravo pour toutes ces mesures visant la protection du peuple haïtien et de ses représentants à l'étranger. Il faut espérer que le COVID-19 aura servi pour quelque chose de bon en ce qui concerne l'attitude des autorités haïtiennes envers le public.

La semaine dernière, nous avions écrit que « *le COVID-19 fait des ravages et force des changements ici et là* ». On ne s'attendait pas aux changements radicaux provoqués par le virus de par le monde. Lundi soir, on voyait sur le petit écran, Emmanuel Macron, le président français déclarer : « *Nous sommes en guerre! Individuellement et collectivement* », appelle-t-il aux Français de se serrer les coudes. La France, l'Espagne et l'Italie sont en mode « *lock down* », rappelant le « *pays lock* » en Haïti durant les mois de septembre à novembre de l'année dernière. On notera que l'Italie, le pays européen le plus frappé, a enregistré plus de 2 500 morts jusqu'à hier, mardi, 17 mars.

Aux Etats-Unis, le président Donald Trump qui, au début, minimisait le danger du COVID-19, s'est réveillé de son sommeil. Il devait dire, lors d'une conférence de presse lundi dernier, que son fils lui a dit : « *Papa, ça va très mal* », s'agissant du virus. Et le président de demander au public de ne participer à aucune réunion de plus de 10 personnes.

Face au licenciement d'employés d'un nombre croissant d'entreprises, surtout des restaurants, des bars, des écoles ayant fermé leurs portes, renvoyant 40 millions d'étudiants, causant le chômage de millions d'enseignants, le président américain se montre indulgent. Ainsi, hier, mardi, 17 mars, le président Trump a annoncé qu'un trillion de dollars seront mis de côté afin de pourvoir aux besoins des citoyens. Il est dit qu'une somme supérieure à mille dollars (1 000,00\$) sera acheminée à chaque citoyen. On ne sait vraiment comment se fera cette répartition. Il n'est que d'attendre!

Entre-temps, le nombre de morts aux E.U. du COVID-19 se chiffre à une centaine et 5 800 infectés jusqu'au 17 mars. En ce qui concerne l'état de New York, les cas recensés sont au nombre de 1 507 et de 267 dans le New Jersey, et trois morts dans cet état limitrophe de New York. Dans le Connecticut, l'autre état limitrophe de New York, le nombre d'infectés jusqu'à hier, mardi, 17 mars, s'élevait à 68, rapportait la NBC.

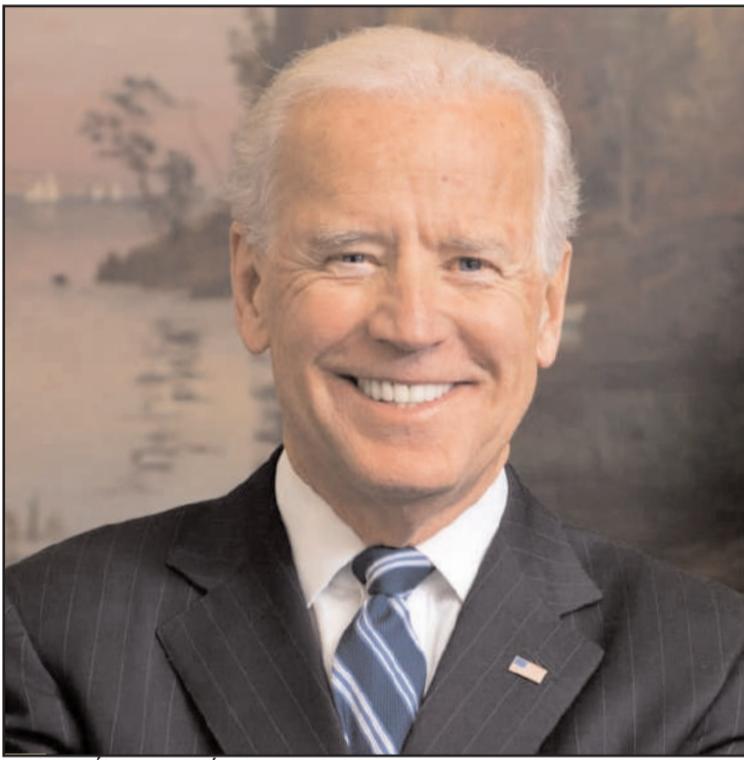
Le COVID-19 a fait d'énormes dégâts dans le domaine de la haute finance. Lundi, 16 mars, la Bourse de New York, le Dow Jones, a chuté de 3 000 points, un

record jamais enregistré. Ainsi, tous les gains accumulés depuis l'arrivée du président Trump en 2017 ont disparus. Mais, hier, mardi, 17 mars, il y a eu un rebondissement du Dow Jones de 1 000 points.

Le COVID-19 s'est aussi mêlé des élections primaires démocratiques. Des quatre états programmés pour des primaires le mardi 17 mars, trois ont été tenus. Il s'agit d'Arizona, de Floride et de l'Illinois. Le gouverneur d'Ohio, Mike DeWine, un ancien

nir que guérir !

La Chine continentale, où le coronavirus avait éclaté vers la mi-décembre dans la ville de Wuhan, connaît une baisse d'infectés, selon l'Organisation mondiale de la santé. Ce qui indique qu'avec les soins requis pour freiner la propagation du virus, tels les tests de dépistage, on peut atteindre un plateau dans les deux mois et demi et commencer la période de récupération. Or, les tests, c'est ce qui a manqué aux Etats-Unis, parce qu'au sommet



-vice-président américain Joe Biden.

qu'on mettra fin à la propagation du virus mortel qui a fait escale déjà dans plus de 75 pays. Or, l'Organisation des Nations Unies (ONU) compte 193 membres, donc il lui reste d'autre pays à conquérir.

Drôle de coïncidence, mais très bienvenue, Haïti, jusqu'au lundi, 16 mars, est épargné, n'ayant enregistré pas un seul cas de COVID-19, selon les autorités, qui ont pris des dispositions pour barrer la route au virus mortel. À souligner aussi que trois autres pays de la Caraïbe sont épargnés jusqu'à mardi. Il s'agit de la Barbade, des îles Vierges Britanniques et de Turks et Caicos.

(En toute dernière heure, hier après-midi, la Barbade a annoncé deux cas d'infection du COVID-19)

Des mesures prises, la frontière

de presse, que le pays a connu son premier décès du COVID-19, une Dominicaine dans la quarantaine, fraîchement revenue au pays de l'Espagne. Elle serait aussi porteuse du VIH, le virus du SIDA.

Revenons aux mesures prises par le gouvernement haïtien. Est interdit tout Traffic aérien avec tous les pays, y compris la République dominicaine, sauf avec les Etats-Unis qui, selon le ministre de l'Intérieur et des Collectivités territoriales, devra s'assurer qu'aucun passager porteur du virus mortel ne soit admis à bord. Il faut dire aussi que seul American Airlines assure le lien Haïti-E.U., Jet Blue ayant cessé ces vols en Haïti hier, mardi, 17 mars. D'autre part, les officiels haïtiens sont interdits de voyager, sauf par autorisation du président. Et les missions diplomatiques, consulaires et commerciales d'Haïti ont été averties, par circulaire du ministère des Affaires étrangères

IMMEUBLE À VENDRE À PORT-AU-PRINCE

Environ 30 chambres et 30 toilettes; Dans une rue paisible de Port-au-Prince; Conviendrait pour un hôpital, une école, un orphelinat, etc...

À vendre tel quel; prix à négocier.

Contactez par

courriel: heritiers2002@gmail.com

Le sénateur Bernie Sanders.

a mis d'Haïti quand il était au Sénat dans les années 2000, a apposé son veto sur les élections, allant même à l'encontre d'une décision judiciaire. « *Cela ne vaut pas la peine de risquer la santé des citoyens* », devait-il dire, suggérant que les primaires auront lieu d'ici juin.

En toute dernière heure, on a appris que l'ex-vice président Joseph « *Joe* » Biden est déclaré



Le Dr cubain Luis Herrera Martinez

gagnant en Floride. Avec 93 % du vote dérouillé, vers 9h hier soir, Biden remportait plus d'un million du suffrage (1 045 845) soit

61,7 contre le sénateur Bernie Sanders, avec 386 591 votes, soit

22,8 %. Avec un écart d'une heure entre l'Est, et le Midwest (Illinois) et de trois heures entre l'Est et l'heure du Pacific (Arizona), on

n'avait pas de résultats préliminaires des élections dans ces deux états. Toutefois, selon des analystes, Biden serait le choix de l'Illinois, mais Sanders pourrait surprendre dans l'Arizona.

Entre-temps, d'autres actions sont à considérer. Le maire de New York, Bill de Blasio, a annoncé hier après-midi, 17 mars,

que « *les Newyorkais doivent s'attendre au « shelter-in-place », savoir que même si « aucune décision n'est encore prise, il faut s'attendre à quelque chose de pareil »* ». Cela veut dire que d'un moment à l'autre, les Newyorkais se verront contraints de ne pas laisser leurs résidences pour un certain temps. Vaut mieux préve-

du pouvoir politique, on ne faisait pas cas du virus qu'on disait « *asiatique* ». Ainsi, les E.U. ont du pain sur la planche pour rattraper le temps perdu.

Une belle leçon, celle de Cuba. Lundi, 16 mars, une croisière de l'Angleterre, la Ms Braemar, empêchée d'accoster à aucun port de la Caraïbe, parce qu'il y avait à bord cinq passagers atteints du COVID-19, a été accueillie dans un port cubain. Et

les autorités cubaines ont annoncé que les malades seront dépeçés par avion à leur destination ainsi que les autres passagers.

Entre-temps, les réseaux sociaux rapportent que la médecine cubaine fait des progrès contre le COVID-19, selon des témoignages de la Chine. Un produit cubain, l'*Interferon Alpha2b*, selon le médecin cubain Luis Herrera Martinez, « *prévient l'aggravation et les complications* » chez des patients. Dire que Cuba compte des infectés du coronavirus, sans dire le nombre. Telle

sa politique de santé pour tout le monde, Cuba envoie des médecins et infirmiers/infirmières un peu partout, surtout en Afrique, mais aussi en Italie. Dimanche dernier, 15 mars, le ministre jamaïcain de la santé, Christopher Tifton, a annoncé l'arrivée, sous peu, de 21 infirmiers/infirmières cubains, les premiers d'une centaine qui viennent au secours du pays face à la menace du COVID-19.

Pierre Quiroule II, 18 mars 2020